

Santé : Macron annonce un plan pour sortir d'une "crise sans fin" à l'hôpital et en ville



Le discours du Président Macron est attendu : il promet de "donner un cap aux soignants", pour leur permettre de "retrouver du sens dans leur métier" et faciliter l'"accès aux soins" des Français, selon l'Elysée.

"Dégager du temps de médecin", "retrouver une échelle humaine": Emmanuel Macron a annoncé vendredi une réorganisation de l'hôpital ainsi qu'une série de mesures pour faciliter l'accès des patients à un généraliste et "sortir de ce jour de crise sans fin" dans le système de

santé français.

Deux constats s'imposent: "l'inquiétude de beaucoup de nos compatriotes" qui peinent à trouver un généraliste; et "l'épuisement, ce sentiment parfois de perte de sens" qui gagne les personnels de santé, a concédé le chef de l'État en présentant, pour la première fois depuis sa première élection en 2017, des vœux spécifiques aux soignants.

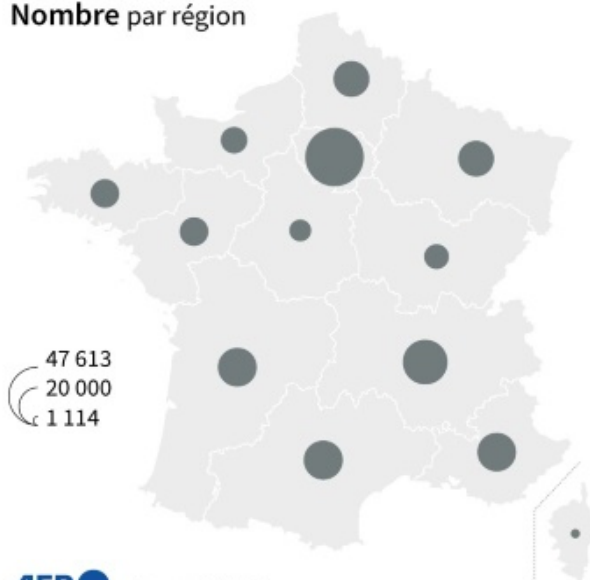
Le système est "à bout de souffle" de l'aveu même du gouvernement avec des urgences débordées et un manque criant de personnels, sur fond de triple épidémie hivernale de Covid-19, grippe et bronchiolite.

Devant des soignants réunis au Centre hospitalier Sud Francilien (CHSF) de Corbeil-Essonnes, en banlieue parisienne, il a assuré vouloir "aller beaucoup plus vite, beaucoup plus fort et prendre des décisions radicales".

Mais il n'existe pas de "recette miracle", a-t-il aussi souligné, même si le numerus clausus qui plafonnait le nombre d'étudiants en médecine a été supprimé durant son premier quinquennat.

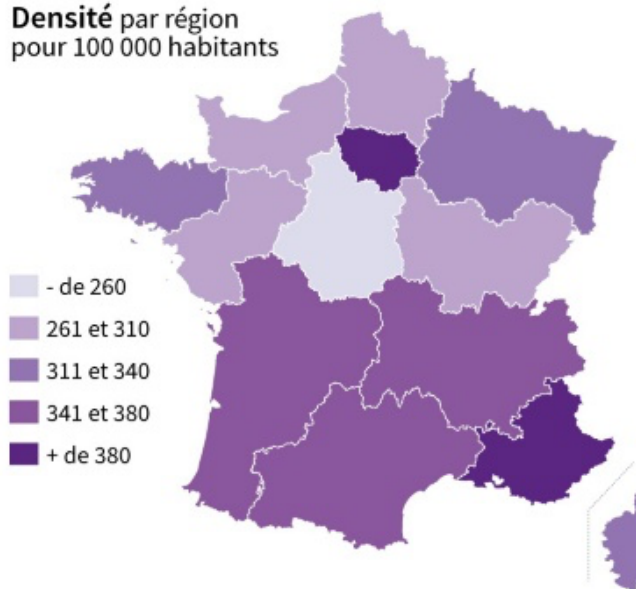
Les médecins en France

Nombre par région



AFP Source : DREES

Densité par région
pour 100 000 habitants



Les médecins en France (AFP - Ayoub SIMOUR, Paz PIZARRO, Laurence SAUBADU)

"On va vivre dans les années qui viennent dans une situation qui va plutôt se dégrader en terme d'offre" car "on ne forme pas des médecins en un

ou deux ans", a-t-il averti.

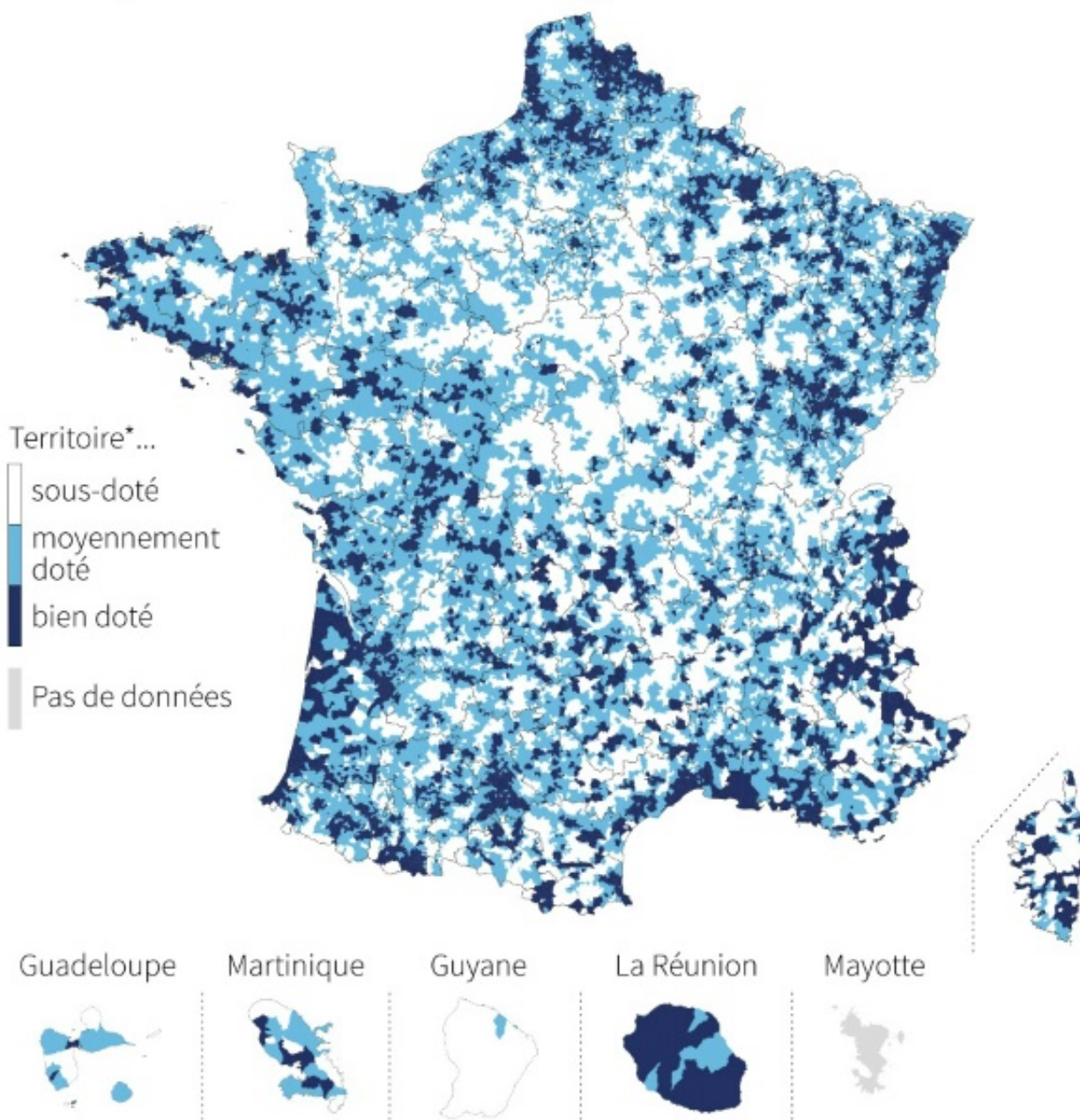
"Et donc notre défi collectif c'est à court terme de dégager du temps de médecin, de soignant face au patient", a-t-il dit.

Côté médecine de ville, en pleine grève de généralistes pour une augmentation du prix de la consultation, il a ainsi proposé de "mieux rémunérer" ces derniers quand ils "assurent la permanence des soins", notamment des gardes, et "prennent en charge des nouveaux patients".

- "Garder les soignants" -

L'accès aux médecins généralistes

Accessibilité potentielle localisée (APL) aux médecins généralistes libéraux ou exerçant en centre de santé en 2021, par commune



*Classification de la Drees en fonction du nombre de consultations accessibles par an et par habitant à moins de 20 minutes du domicile, compte tenu de l'offre et de la demande de soin

Source : Drees



L'accès aux médecins généralistes (AFP - Cléa PÉCULIER)

Les 600.000 patients souffrant d'une maladie chronique et ne disposant pas, à l'heure actuelle, d'un médecin traitant s'en verront proposer un "avant la fin de l'année", a-t-il également annoncé.

Le ministre de la Santé, François Braun, s'est déjà dit prêt à revaloriser le montant de la consultation des médecins libéraux, actuellement de 25 euros, s'ils s'engagent à faire plus de gardes et prendre plus de patients. Il a exclu toutefois de la doubler à 50 euros, comme ils le réclament, une demande non "raisonnable" selon lui.

Emmanuel Macron a aussi promis d'"accélérer le recrutement des assistants médicaux", qui peuvent réaliser des actes simples et des tâches administrative pour alléger la charge des médecins, pour en porter le nombre de "près de 4.000" actuellement à "10.000 d'ici la fin de" 2024.

Il a aussi plaidé pour la libéralisation de la "télé-expertise". Actuellement, un médecin ne peut réaliser, sur une année civile, plus de 20% de son volume d'activité à distance.

Le chef de l'État a par ailleurs invité à une réorganisation du travail à l'hôpital "d'ici au 1er juin" pour le rendre plus attractif.

"On doit tout faire pour garder les soignants" à l'hôpital, a-t-il souligné. "Ce qui veut dire qu'on doit ensemble travailler à une meilleure organisation du temps de travail", a-t-il ajouté, déplorant une "hyper-rigidité" dans l'application des 35 heures et un système qui "ne marche qu'avec des heures supplémentaires".

- "C'est très dur" -



Le président français Emmanuel Macron adresse ses vœux aux personnels de santé au Centre Hospitalier Sud Francilien à Corbeil-Essonnes, le 6 janvier 2023 (POOL/AFP - Ludovic MARIN)

Pour remettre les soignants davantage aux manettes, il a expliqué qu'un "tandem administratif et médical", "sur la base d'un projet", serait instauré à la tête de chaque hôpital.

Par ailleurs, il a annoncé la "sortie de la tarification à l'acte" à l'hôpital dès le prochain budget de la Sécurité sociale, au profit d'un financement sur "objectifs de santé publique".

En arrivant dans cet hôpital de l'Essonne, frappé en août par une cyberattaque, Emmanuel Macron, accompagné du ministre de la Santé, a pu prendre le pouls en direct de l'état du système de soins lors d'un échange avec les équipes pédiatriques du CHSF.

"C'est très dur", "on veut vous témoigner de notre fatigue", "la rémunération n'est certainement pas à la hauteur des efforts accomplis", ont enchaîné infirmières, sage-femmes et brancardiers.

Après la grève des généralistes, la grogne continue de monter. FO-Santé, deuxième syndicat de la fonction publique hospitalière, a appelé à son tour à une grève illimitée à partir du 10 janvier pour protester contre "l'inaction" du gouvernement, de même que l'Unsa qui se projette déjà dans la bataille contre la réforme des retraites.